

Programme 2014 – 2015 LIRTES Axe 3

"Les nouvelles figures de l'utilisateur : de la domination à l'émancipation ?"

**Les mobilisations autonomes d'utilisateur.e.s dans un
contexte d'injonction participative.**

Journée d'étude du 2 décembre 2014 (9h30 – 18h)

Entrée libre

80, avenue du Général de Gaulle

Immeuble La Pyramide – Salle 301 - 94010 Créteil Cedex

Métro Créteil - l'échat (ligne 8)

Contact : claire.cossee@u-pec.fr

L'axe 3 du LIRTES propose pour les années 2014 et 2015 un programme de journées d'étude intitulé "Les nouvelles figures de l'utilisateur : de la domination à l'émancipation", dont la seconde séance aura lieu le 2 décembre 2014. Cette journée poursuit la réflexion autour d'autres figures de l'utilisateur que celle du bénéficiaire captif des institutions qui le constituent comme tel. En effet, les travaux de l'axe 3 portent sur un enjeu essentiel : celui de la reconnaissance des acteurs, dans un contexte de transformations des rapports sociaux liées aux nouvelles politiques publiques. Cette journée s'inscrit ainsi dans l'une des quatre dimensions qui constituent notre projet scientifique : les registres d'action et les modalités de mobilisation des publics-cibles - individuels et collectifs - des politiques sociales.

La reconfiguration des politiques publiques à partir des années 1980, sous le prisme du traitement de la question sociale, a conduit à produire une rhétorique autour du "contrat" et du "projet". Ces notions impliquent de fait une injonction aux "directement concerné.e.s" à la participation à leur "propre" politique publique, au(x) dispositif(s) qui les concernent. Néanmoins, la conception commune qui traverse l'ensemble des politiques publiques (et tout particulièrement celles traitant de la question sociale) n'est pas sans paradoxe. En effet, si les utilisateur.e.s sont soumis à l'injonction de participation, celle-ci doit revêtir, aux yeux des institutions, la forme de l'autonomie. Mais comment faire preuve d'autonomie alors même que l'on est contraint "d'agir" et de "participer"? En quoi ce paradoxe renforce nécessairement le rapport de force et de domination des institutions sur les "directement concerné.e.s"?

Les interventions s'intéresseront alors notamment à l'exercice de la violence symbolique des institutions et de leurs agents à l'égard des utilisateur.e.s, au prisme de ces injonctions paradoxales, mais exposeront aussi comment des "directement concerné.e.s" parviennent à s'emparer et/ou à détourner l'injonction de participation qui leur est faite pour (se) créer un véritable espace de

parole et d'action autonomes. Dit autrement, il s'agira de voir comment ces dernier.e.s s'approprient et mobilisent la définition institutionnelle d'usager et l'injonction contradictoire qui leur est faite de participation. "Contre" cette injonction de participation et ces catégorisations institutionnelles, quelles définitions élaborent-ils/elles pour eux-mêmes et leur propre participation ? Sur ce point, les interventions mettront plus ou moins l'accent sur les différentes acceptions du mot "contre", c'est-à-dire en opposition et en "appui sur".

Les interventions s'intéresseront également aux registres et modalités d'action mobilisés par les "directement concerné.e.s" pour faire valoir leurs causes auprès des agents administratifs et des décideurs politiques. Comment les mobilisations des "sans" ou des "directement concerné.e.s" reconfigurent-elles les relations qu'ils/elles entretiennent avec les agents administratifs, les travailleurs sociaux, les militant.e.s qui les soutiennent, les chercheur.e.s qui les prennent pour objet ? Comment s'expriment dans ces mobilisations les rapports de force entre acteurs ? Dans quelle mesure ces mobilisations permettent-elles de questionner les rapports de force, de domination et de violence symbolique entre les institutions, leurs agents et les usager.e.s ?

Cette journée d'étude cherchera à surmonter la difficulté des chercheur.e.s à ne pas "parler sur", mais à parler "avec", à "faire avec" les "directement concerné.e.s". Nous poursuivons ainsi nos réflexions portant sur les acteurs frontières, entre intervention sociologique et intervention sociale et sur l'implication et le rôle social des chercheur.e.s, militant.e.s, intervenant.e.s. C'est pourquoi nous souhaitons, à travers un format dynamique de type table-ronde, inviter tant chercheur.e.s, étudiant.e.s, intervenant.e.s de l'action sociale, militant.e.s et/ou usager.e.s, certain.e.s communicant.e.s partageant à ce titre deux voire trois de ces positions. Aussi, les interventions croiseront-elles paroles des mondes associatifs et militants et discours analytiques (qui ne relèvent pas uniquement de l'apanage de la recherche) afin de (re)donner aux "directement concerné.e.s" la place qui est la leur.

Rappel de la problématique générale du programme 2014 – 2015 LIRTES Axe 3
"Les nouvelles figures de l'usager : de la domination à l'émancipation ?"

La montée en puissance de la catégorie d'usager depuis les années 1980 (Rapport Sapin, 1983) est l'une des manifestations de la modernisation de l'action publique. La loi de 2002-2 relatives aux institutions sociales et médico-sociales est assurément l'expression la plus marquante de cet aggiornamento de la nouvelle gouvernance du social : la promotion de droits relatifs aux usagers soutenue par une conception de la citoyenneté plus active et participative s'y affiche comme un gage de renouvellement démocratique.

A terme, l'un des effets d'une telle volonté politique est la banalisation de la notion d'usager qui tend, d'une part à passer dans le langage courant (donc à se vider de ses sens) et d'autre part à recouvrir d'autres catégories comme celle de *l'ayant droit*, de *bénéficiaire*, de *patient*, de *client*, voire de *consommateur*... Pourtant, les configurations et les enjeux sont fort différents entre les rapports sociaux qui président à la reconnaissance des droits des "sans" (papier, domicile, travail, ressources), à celle des droits des personnes handicapées, âgées, hospitalisées, à celle des droits des familles et notamment des parents, ainsi qu'à celle des enfants – que l'on peut, malgré leur minorité, considérer comme des usagers (de l'école, des services de soin et de protection, des services de loisirs et de sports ...) ce, au nom des droits de l'enfant.

Qu'en est-il aujourd'hui des figures de l'usager et des configurations dans lesquelles les personnes sont amenées à faire valoir leurs droits ? Pour quel gain de reconnaissance ? À la marge de ces instances institutionnelles, apparaissent des mobilisations plus autonomes. Comment celles-ci interrogent-elles la définition institutionnelle de la participation ?

Programme

9h Accueil des participants

9h30-10h Ouverture de la journée

Cédric Fréti né, directeur du LIRTES, UPEC

C. Coss e, C. Gérôme, A-C Oller (UPEC, LIRTES)

10 h-12h Table-ronde 1 :

**Mobilisations des "sans",
rapports sociaux entre "directement concernée.s" et "soutiens   leur cause"**

Animation : Claire Coss e (UPEC, LIRTES)

10h05-10h25 Patrick Bruneteaux, chercheur (CNRS-CRPS)

La mobilisation des "Enfants de Don quichotte" : des luttes des classes au cœur de l'exclusion sur le canal Saint Martin

10h25-10h45 Eric Léon,  tudiant (DEIS, UPEC), responsable pédagogique   l'ERTS d'Olivet, ex-militant d'RESF

L'engagement des travailleurs sociaux au sein de RESF : une adhésion   contre-courant

10h45-11h05 Xavier Dunezat, enseignant de Sciences sociales en lycée public   Rennes, membre associé du CRESPPA-GTM

Division du travail militant au prisme de l'articulation genre-classe-race dans les mouvements des sans-papiers

11h05-11h20 Discussion : Claire Coss e

11h20-12h00 Débat avec la salle

12h00-13h00 Pause déjeuner

13h00-15h20 Table-ronde 2 :

Initiatives autonomes comme réponses aux politiques publiques ?

Animation : Anne-Claudine Oller (UPEC, LIRTES)

13h05-13h35 Vincent Nara Ritz, Directeur du Centre Européen de Formation aux Diversités et concerné engagé ; Claire Coss e, enseignante-chercheure engagée (UPEC-LIRTES)

"Les gens du voyage font leur colloque" - quand les concernée.s prennent la parole dans l'arène publique

13h35-13h55 Frédérique Savona, titulaire DEIS/Master 2 (UPEC)

"Old Up !" (une association pour) repenser les politiques de la vieillesse

13h55-14h25 **Pierrine Robin**, enseignante-chercheure (UPEC-LIRTES) ; **Anaïs Dassy**, étudiante (Master IPS, UPEC), intervenante sociale ; **Sylvie Delcroix**, conseillère technique à SOS Villages d'enfant (partenaire du projet) ; **Leo M.**, chercheur pair en protection de l'enfance :

Les jeunes sortant de la protection de l'enfance font des recherches sur leur monde : de la participation à un dispositif de recherche à l'organisation d'une association autonome

14h25-14h40 **Discussion : Anne-Claudine Oller**

14h40-15h20 **Débat avec la salle**

15h20-15h30 Pause

15h30–17h45 Table-ronde 3 :

Les parents d'élève dans l'institution scolaire - résistances individuelles et actions collectives

Animation : Clément Gérôme (UPEC-LIRTES)

15h35-15h55 **Anne-Claudine Oller**, enseignante-chercheure (UPEC-LIRTES) ; **Sandrine Garcia**, enseignante-chercheure (Université de Bourgogne, IREDU)

Résistances de parents de classe populaire face à la domination scolaire

15h55-16h25 **Francis Lebon**, enseignant-chercheur (UPEC-LIRTES) ; **Maud Simonet**, chercheure (CNRS-IDHE)

Les "parents d'élève": une fiction nécessaire ? Notes à propos de la réforme des rythmes scolaires

16h25-16h55 **Marie-Pierre Mackiewicz**, enseignante-chercheure (UPEC-LIRTES) ; **Marie-Claire Michaud**, Association Ecole et Famille

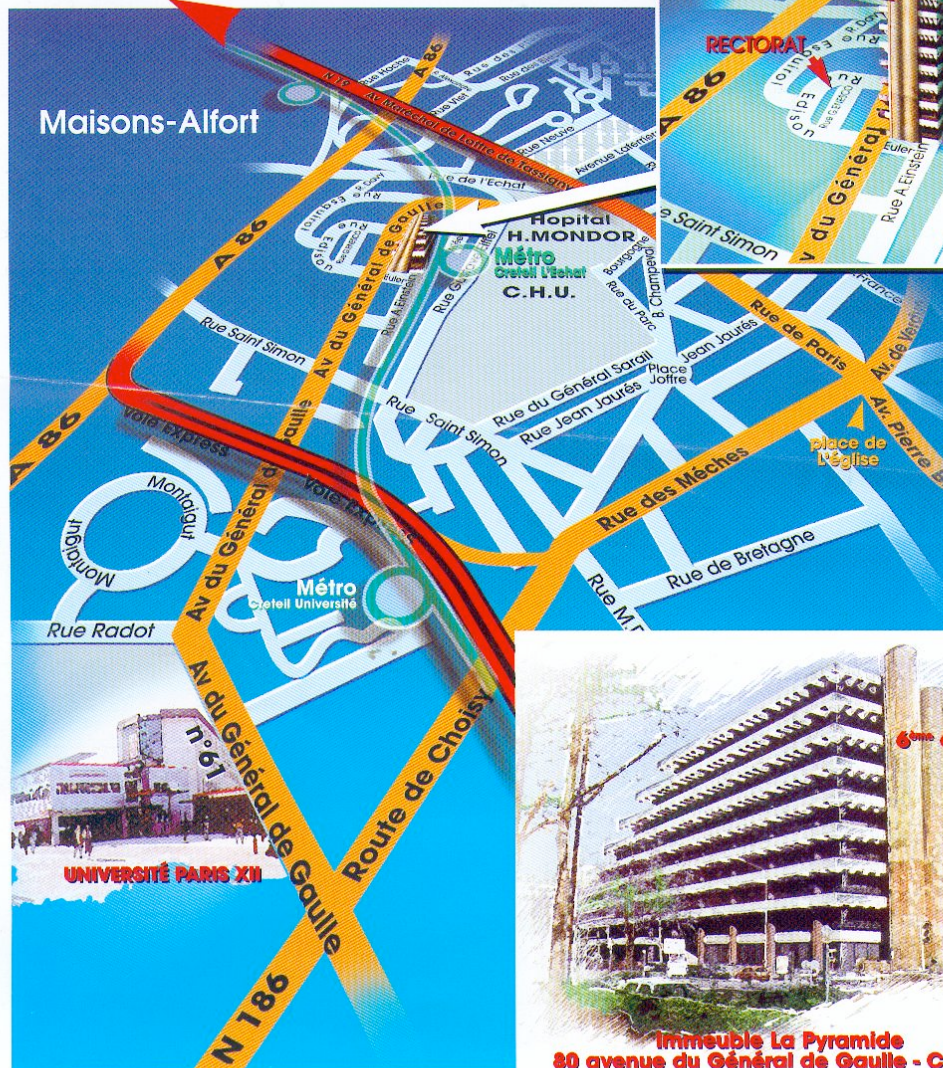
"École, famille, Cité. Pour une coéducation démocratique"

16h55-17h10 **Discussion : Clément Gérôme**

17h10-17h45 **Débat avec la salle**

17h45-18h Conclusion

Paris
Porte de Bercy



Immeuble La Pyramide
80 avenue du Général de Gaulle - CRETEIL